

CIBLE

Quid ?

Dans la nouvelle architecture gouvernementale, on a vu se constituer un « ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement » confié à Brice Hortefeux.

L'immigration, nous savons ce que c'est : il y a une définition dans le dictionnaire et diverses approches - statistiques, sociologiques - qui permettent de saisir le phénomène.

Nous connaissons les dynamiques de l'intégration des étrangers à la collectivité française - et les obstacles qui peuvent les ralentir ou les enrayer.

Le codéveloppement a fait l'objet de maintes études, qu'il est urgent de concrétiser. On s'étonne qu'un ministère tourné vers les questions intérieures soit chargé de cet aspect important de la coopération internationale : c'est au Quai d'Orsay qu'il appartenait de mettre en œuvre la politique de codéveloppement, afin qu'elle ne soit pas réduite à l'état de simple bouclier contre « l'immigration subie ».

Quant à l'identité nationale, nous ignorons la définition qui en sera donnée mais c'est une très mauvaise approche que de la lier à une immigration que la droite présente depuis vingt ans comme une menace.

DÉBAT

L'avenir du socialisme

Bienveillantes

**Questions
sur un roman**

p. 6-7

Proche-Orient

**Des cartes
à jouer**

p. 5

ALBANIE

C'est avec grand plaisir que je reçois périodiquement *Royaliste* et vous en remercie. Je profite de cette occasion pour vous féliciter, ainsi que vos collaborateurs, pour les articles, analyses et reportages très intéressants et instructifs que vous publiez dans chaque parution.

En lisant le numéro 902, j'ai constaté une petite erreur dans l'article relatif à l'Albanie, rubrique *Brèves*. En effet, le Parti du Mouvement de la Légimité (*Royaliste*) n'a pas gagné 4 mairies comme indiqué dans l'article, mais 19 mairies ainsi que la ville de Kruja, berceau historique de la résistance albanaise et fief du Général Abaz Kupi qui fut chargé par le Roi Zog de mener la résistance contre l'invasion fasciste italienne le 7 avril 1939 et qui fut, jusqu'à sa mort, le président de notre parti.

La progression du Parti du Mouvement de la Légimité fut donc assez forte lors des élections municipales du 18 février puisque nous remportons au total 20 circonscriptions sur les 384 que compte l'Albanie contre 3 lors des municipales précédentes en 2003. Nous obtenons également près de 160 conseillers et nos élus président plus d'une dizaine de conseils municipaux grâce aux coalitions que nous avons négociées avec d'autres partis. Ce résultat positif et cette progression nous donnent de grands espoirs et un souffle nouveau pour nous préparer pour les élections législatives de 2009.

Permettez-moi d'apporter, par ailleurs, un commentaire à la déclaration du prince héritier Alexandre II de Yougoslavie que vous publiez dans le même numéro de *Royaliste*. L'attaque à la roquette contre le monastère de Decani quelques jours avant les fêtes de Pâques mérite, certes, les plus vives réactions et condamnations. Les Albanais, et plus particulièrement le gouvernement du Kosova, n'ont, d'ailleurs, pas manqué de condamner vigoureusement cet acte et de lancer

immédiatement les enquêtes, en collaboration avec les forces onusiennes présentes sur le terrain dans le cadre de l'UNMIK, pour identifier et arrêter les auteurs.

Le prince Alexandre II de Yougoslavie déclare, quant à lui : « *La communauté internationale doit fermement faire comprendre aux autorités du Kosovo (sic) que cette sorte de comportement n'est pas civilisé et qu'ils doivent prouver qu'ils sont capables de respecter, non seulement les Serbes, mais tous ceux qui vivent au Kosovo (sic)* ». Par une telle déclaration, il est évident que le prince Alexandre II de Yougoslavie tente de semer la confusion et de faire l'amalgame entre les auteurs de ces attentats et le gouvernement de Belgrade ce qui, d'une part, est totalement absurde et, d'autre part, témoigne d'un manque d'objectivité et de maturité politique. Il est dommage de constater que le prince Alexandre II de Yougoslavie se range du côté des autorités de Belgrade qui ont été à l'origine de tant de massacres et de crimes en Bosnie et à Kosova ; crimes cautionnés, d'ailleurs, par l'Église orthodoxe serbe et qui n'ont jamais fait réagir le prince Alexandre de cette manière.

Le prince Alexandre rajoute dans sa déclaration : « *A la lumière de ce comportement barbare, il faudrait sérieusement revoir si le plan de paix de M. Ahtisaari et les garanties qu'il offre sont adaptés à la situation* ».

De tels propos, indignes d'un prétendant au trône, nous font penser que les autorités de Kosova ainsi que les forces de l'UNMIK devraient davantage enquêter dans les milieux serbes pour découvrir les auteurs de ces attentats car, finalement, ce sont les Serbes et leurs alliés qui sont les seuls à pouvoir tirer profit d'un tel acte. Pour cela, il faudrait qu'elles puissent enquêter à Belgrade et contribuer à l'arrestation de R. Karadzic et R. Mladic, recherchés en tant que criminels de guerre par le Tribunal Pénal International et qui bénéficient toujours de la protec-

tion des autorités serbes et de leurs alliés.

Suleman GJANAJ,
secrétaire pour les relations
extérieures du Parti du Mouvement
de la Légimité albanaise

[La rédaction de *Royaliste* se borne à faire écho aux déclarations des uns et des autres et ne saurait s'engager dans le conflit qui oppose nos amis albanais et serbes au sujet du Kosovo.]

BRETON

Lecteur fidèle de *Royaliste* depuis 27 ans, je ne partage pas l'analyse sur « le vote bayrouisant » (*Royaliste* n° 903) qui, en ce qui me concerne, a été un vote de pleine adhésion à un homme qui m'a paru en préalable intègre et entouré de fidèles compagnons ne manquant pas de panache tels que Jean-Marie Cavada, le général Morillon ou encore le député Jean Lasalle (qui a fait l'an dernier une longue grève de la faim pour empêcher une délocalisation d'usine dans sa circonscription).

Mais c'est surtout en tant que *royaliste breton* que j'ai voté en toute conscience et confiance pour François Bayrou le 22 avril dernier :

- en tant que royaliste j'ai trouvé en François Bayrou, de par son ouverture à la gauche sociale-démocrate, le meilleur rassembleur au-dessus des partis, ce à quoi ne peuvent prétendre les deux finalistes du deuxième tour. Aujourd'hui il me paraît plus que jamais en mesure d'exercer entre les deux blocs traditionnels de droite et de gauche ce rôle arbitral qui serait dévolu en monarchie à la personne du souverain.

- en tant que Breton attaché à la défense de la langue bretonne, j'ai trouvé en François Bayrou un homme profondément attaché lui aussi à ses racines (béarnaises) : il est d'ailleurs le seul candidat qui ait pris le temps de rencontrer à Quimper en janvier dernier les représentants des associations culturelles bretonnes : il s'est montré favorable à deux des principales revendications bretonnes : la signature par la France de la Charte européenne des langues minoritaires (seule la France et la Grèce ne l'ont pas encore fait !) et la réunification administrative de la Bretagne (la Loire Atlantique et sa capitale des Ducs de Bretagne ayant été arbitrairement séparée de la Bretagne par un décret de Pétain en 1941...).

Ceci explique en grande partie le très bon score en Bretagne de François Bayrou (22,5 %) soit 4 points au-dessus de son score national !

J'approuve en revanche votre consigne de voter blanc au second tour (quoique pour moi ce sera un vote orange !).

J.d.P. (Bretagne)

COURAGE POLITIQUE

En préconisant le vote blanc vous titrez « *Un choix à regret* ». Les regrets n'ont jamais fait une politique. Léon Blum aussi *regrettait* de ne pouvoir intervenir au côté des républicains espagnols contre le fascisme. Résultat : 40 ans de franquisme.

Le liste des dangers que vous dressez fort justement à propos de N. Sarkozy devrait suffire à ce que la NAR prenne une position un peu moins confortable et surtout un peu moins irresponsable.

Ségolène Royal et ceux qu'elle représente politiquement sont certes peu engageants, mais N. Sarkozy est un véritable danger profond pour le pays tout entier. L'empêcher d'accéder à la fonction suprême est un acte de salubrité politique. Il y a des moments où l'on ne peut finasser confortablement.

Autant je comprenais le vote blanc du premier tour, autant votre position m'apparaît comme plus que décevante. La NAR n'aura pas brillé cette fois par le courage politique.

Je n'en avais pas l'habitude.

G.A. (Bouches-du-Rhône)

ROYAL

Pour éviter la catastrophe de l'élection d'un Sarkozy, j'étais prêt à tout. Au premier tour, contrairement à vos consignes, j'ai voté Bayrou, en me bouchant le nez tant l'individu est à l'opposé de toutes nos convictions, mais, s'il avait accédé au second tour, il aurait eu une chance d'éliminer Sarkozy. Et pour le deuxième tour j'étais prêt à voter Royal pour la même raison. Mais devant les magouilles politiciennes de l'entre deux tours et surtout l'immense prétention et nullité de la candidate lors du débat avec Sarkozy j'ai pris peur : Royal serait une catastrophe au même titre que l'autre. Je me suis finalement rallié à la position de la NAR : le vote blanc.

M. B. (Paris)

Nouveaux réactionnaires

Mis en cause dans l'article de Gérard Leclerc, *L'imposture de l'antifascisme (Royaliste n° 903)*, notre ami Daniel Lindenberg tient à préciser que la publication de son *Rappel à l'ordre* (éditions du Seuil, 2002) n'était pas en sous-main « *une contre-offensive menée par une école contre une autre* » ainsi que nous l'écrivions, mais que c'était lui et lui seul qui en portait « *l'entière responsabilité* ». Dont acte.



SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Deux lignes possibles - Retrait - p.4 : Coupe à cœur - Non à la Commission ! - p.5 : De Gaulle et son double - p.6/7 : Le regard du bourreau - p.8 : Est - La main visible de l'État - p.9 : De Gaulle et Chateaubriand - p.10 : Chartes royales - Journal secret d'un militant - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : L'avenir des socialistes

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

- trois mois (20 €)**
- six mois (30 €)**
- un an (47 €)**
- soutien (100 €)**

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Deux lignes possibles Retrait

Ce n'est pas le tout de rassembler ! Encore faut-il que ce soit sur une ligne politique claire. Or le candidat Sarkozy a fait pendant sa campagne des séries de promesses qui ne sont pas compatibles en elles. Il faut donc attendre avant de juger sur pièces.

L'attente durera au moins jusqu'à la fin du mois de juin : pendant la campagne des législatives, Nicolas Sarkozy et François Fillon poursuivront leurs opérations de séduction de divers secteurs de l'opinion publique afin d'achever la déstabilisation d'un adversaire socialiste déjà désemparé.

Compte tenu des luttes entre les différents courants socialistes et de la faiblesse des répliques des dirigeants de gauche à l'offensive sarkozienne, il n'est pas imaginable que l'UMP n'obtienne pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale le 17 juin prochain.

Il est donc assuré que le nouveau président étendra au maximum le champ de ses interventions, dirigera lui-même la politique intérieure et politique étrangère : Bernard Kouchner, humanitaire de tendance atlantiste et Jean-Pierre Jouyet, libéral-européiste de centre gauche, sont là pour accomplir des tâches mineures selon les ordres qui tomberont de l'Élysée. A l'égard de l'opinion publique et face à la gauche, le coup est superbement joué mais ce n'est qu'un jeu qui ne nous renseigne en rien sur les orientations de la politique étrangère.

Quant aux affaires intérieures, François Fillon ne sera qu'un chef d'état-major selon la lecture présidentialisée que Nicolas Sarkozy fait de la Constitution. C'est le prési-

dent élu qui a rencontré les organisations syndicales et professionnelles avant son entrée en fonction - et non le Premier ministre désigné - et c'est encore le président de la République qui s'est précipité à Toulouse pour évoquer le dossier EADS au lendemain de la passation des pouvoirs.

Mais cet activisme ne nous renseigne pas encore sur la ligne qui sera suivie. Pendant sa campagne, Nicolas Sarkozy a tenu trois discours :

- celui du gaullisme économique et social, grâce à la plume inspirée d'Henri Guaino ;

- celui de l'ordre, face aux jeunes issus de l'immigration et aux jeunes délinquants ;

- celui de l'ultra-libéralisme, exposé dans un éventail de propositions qui a enchanté le patronat et Johnny Hallyday.

Ces trois discours peuvent fournir la base de deux politiques diamétralement opposées. Pourquoi deux seulement ? Parce qu'une politique de réaction autoritaire (affrontement avec les syndicats, répression policière fondée sur une mise en scène ethnicisante) est parfaitement compatible avec l'ultra-libéralisme. Pire : c'est l'autoritarisme qui rend possible l'application des recettes du patronat de combat à une société qui s'y refuse (le *Non* au référendum, la révolte contre le CPE).

Il est évident que la ligne ultra-libérale est incompatible avec le gaullisme affiché par le candidat. Ou bien on accepte la libre concurrence ou bien on exige la mise en œuvre par l'Union européenne d'une politique de préférence communautaire et de protection douanière ; ou bien on laisse faire la *gouvernance* suicidaire de la *Banque centrale européenne* ou bien on exige le contrôle politique de cet organisme. Deux exigences qui impliqueraient le choix, effectivement gaullien, de l'ouverture d'une crise qui serait salutaire pour l'Union. Encore faudrait-il que l'Élysée propose aux partenaires de la France la trame d'un nouveau traité européen.

Sur le plan intérieur, une politique d'inspiration gaullienne impliquerait le retour aux principes du Préambule de 1946, avec pour conséquence la nationalisation des secteurs clés - à commencer par celle du secteur bancaire - un financement massif de l'industrie et de la recherche nationales, un développement de la politique sociale par mise en œuvre du principe d'égalité, une hausse massive des bas et moyens salaires.

Cette politique impliquerait un engagement personnel du président de la République et de ses principaux ministres car il leur faudrait rompre tout lien d'amitié avec le haut patronat et l'aristocratie financière.

C'est à ces conditions que le président de la République et son gouvernement pourraient susciter l'adhésion durable d'une majorité de Français et les associer à un projet positif.

Sylvie FERNOY

Lors d'une brève visite à Toulouse, le 18 mai, Nicolas Sarkozy a déclaré que « *l'État fera son devoir* » et il s'est prononcé « *pour une recapitalisation d'Airbus* ».

Telle est la bonne nouvelle, reprise et largement diffusée par les médias dans les heures qui suivirent.

Mais il y a aussi, dans la même phrase, une mauvaise nouvelle qui a suscité un bien moindre écho : l'augmentation de capital aura lieu « *avec pour objectif de remettre un jour les parts de l'État sur le marché* ».

Le nouveau président de la République a précisé que « *l'objectif n'est pas une nationalisation partielle d'EADS* », ajoutant que « *quand l'entreprise ira bien on pourra s'en séparer* ». On demeure donc dans une logique libérale : l'État renfloue les entreprises en difficulté, puis les expose à nouveau à la concurrence et au rachat par n'importe qui.

On dira que Nicolas Sarkozy a réussi l'opération avec Alstom. Il faut à ce sujet détruire une légende. Dans un entretien publié par *Le Figaro* du 23 mars dernier (*Ma vérité sur l'affaire Alstom*), Mario Monti, ancien Commissaire européen à la concurrence, explique que Nicolas Sarkozy n'est pour rien dans le sauvetage de l'entreprise par voie de recapitalisation : dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, Francis Mer était alors ministre de l'Économie et des Finances et la décision a été prise en 2003 par Jacques Chirac. Ce n'est qu'au printemps 2004 que Nicolas Sarkozy, devenu ministre des Finances, a récupéré l'affaire pour sa gloire personnelle.

Annette DELRANCK

Coupe à cœur

Et si, pour certains candidats, la campagne présidentielle n'avait été qu'un grand jeu ? Toutes les outrances étaient permises durant la campagne. La première semaine du candidat élu ne fait que renforcer l'impression.

Emporté par la foule et dévoué au comité de rédaction du journal, votre serviteur s'est retrouvé au soir du 6 mai, place de la Concorde et a décrypté, les jours suivants, les journaux du cœur pour découvrir ce que l'on ne sait encore pas sur le vainqueur de l'élection présidentielle. La ballade ne fut pas désagréable, et la pêche aux idées plutôt bonne. Il est d'abord agréable de battre le pavé parisien au printemps. Parmi les chalands de la place de la Concorde, il n'y avait pas que la droite caviar. Des couples se promenaient l'air bon enfant comme un jour de quatorze juillet, dans une ambiance gentiment patriotique. Jusque là, rien que de bien normal.

Et puis le candidat victorieux est arrivé. Parvenu en haut du podium, scrutant nerveusement la foule à gauche, à droite et à gauche, il rappelle une fois de plus qu'il faut respecter la candidate défaite et ceux qui ont voté pour elle. Pourquoi faire cela, devant une foule paisible ? Le candidat aurait-il eu quelques scrupules pour l'outrance de certaines provocations orales. Et d'ajouter : « *Je ne vous trahirai pas !* ». Est-ce donc la seule chose que l'on a à dire quand le peuple vient justement de signifier qu'il vous fait confiance ? Est-on dans la dénégation ? L'inconscient semble parler si fort. S'il avait peur ? Auparavant, il y a eu les grandes tapes dans le dos

aux amis que l'on embrasse sur les deux joues, façon vainqueur d'une âpre partie de belote. *Tu me fends le cœur, Nicolas ! J'ai le cœur fendu par toi !*

Les nigauds pensaient aussi que dès le lendemain, Monsieur Sarkozy prendrait le chemin d'un monastère afin de se préparer à *habiter la fonction*, comme nous l'annonçaient déjà les grands médias. On l'imaginait déjà dans le silence d'un cloître ou à genoux devant l'un de nos nombreux saints. Monsieur le président a préféré les clapotis d'un jacousi sur un gros bateau qui fait des ronds dans l'eau à Malte. Le luxe en lieu et place de la nuit de méditation dans le palais du Tau, à Reims, en préalable du sacre : nouvel effet de la mondialisation ? L'histoire jugera.

Sauf que le candidat avait stigmatisé ceux qui préféreraient fréquenter les grands hôtels au contact du peuple, et fait l'apologie de l'Histoire de France, s'émouvant justement, en citant Marc Bloch, du souvenir du sacre de Reims qui ne doit pas laisser indifférent un seul Français ! Comme en d'autres domaines, le nouveau président devra rapidement choisir, dans sa manière d'incarner l'État, entre les promesses électorales et ses promesses naturelles, s'il ne veut pas que les Français le rappellent à d'autres traditions populaires.

Christophe BARRET

Non à la Commission !

Au nom de la concurrence, la Commission européenne exige que la France mette fin aux droits spéciaux de distribution des livrets A et bleu. Le financement du logement social est menacé par une décision faussement équitable.

L'injonction de la Commission a été adressée à la France le 10 mai dernier et il a été clairement dit à Bruxelles qu'on avait attendu la fin de la campagne électorale en France pour rendre publique cette décision. Preuve qu'elle risquait de créer des remous et de contraindre les deux principaux candidats à prendre des positions dures qu'ils auraient eu du mal à faire oublier par la suite. Preuve que nous sommes confrontés à une nouvelle offensive antisociale de la Commission qui exige une immédiate réplique politique.

Nul n'ignore que le livret A est un formidable mode d'épargne populaire puisqu'il est détenu par 46 millions de personnes, ce qui représente 116 milliards d'euros d'encours, auxquels il faut ajouter les 19 milliards du livret bleu.

Suite à la plainte déposée en 2005 par quatre banques françaises et une banque néerlandaise, la Commission estime que les *droits spéciaux de distribution* des deux livrets ne sont pas compatibles avec le droit communautaire : il y aurait « *restriction à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services, obstacle à l'entrée et au développement de concurrents français ou étrangers sur le marché de l'épargne bancaire liquide en France* » qui seraient « *préjudiciable au développement de conditions de concurrence équitables* ».

Il est vrai que le livret A bénéficie d'une garantie de l'État sur les dépôts et d'un taux d'intérêt fixé par les pouvoirs publics, ce qui est tout à fait normal puisque l'épargne collectée est utilisée dans l'intérêt général : il sert au financement du logement social, donc à la réduction des inégalités, en dehors de tout mécanisme de marché.

Les banques françaises veulent depuis longtemps récupérer cette gigantesque épargne par pompage progressif des sommes inscrites sur les livrets A et bleu et recyclage à taux *attractifs* dans leurs propres réseaux. La Commission européenne a cédé au groupe de pression bancaire, au mépris de l'adhésion de 46 millions d'épargnants français au système actuel. C'est ce qu'elle appelle une décision animée par le souci de l'équité !

Ces arguties juridiques sont inacceptables. Nicolas Sarkozy a promis de protéger les Français et d'augmenter le nombre de logements sociaux. Il doit, sans tergiverser, rejeter la mise en demeure adressée au précédent gouvernement par Bruxelles.

Yves LANDEVENNEC

N. B. Pour une analyse méthodique de ce produit d'épargne, pour une critique complète (et décisive) de l'argumentation de Bruxelles, cf. l'étude de Jacques Nikonoff : <http://www.avenirdattac.net/spip.php?article288>*

De Gaulle et son double

La première réorientation de la politique extérieure française devrait concerner la question israélo-arabe, quarante ans après la guerre des Six-Jours.

Par conviction personnelle, mais avant tout par la même analyse que celle de Tony Blair, et du fait de l'occasion qui se présente avec la crise du gouvernement Olmert, une fenêtre d'opportunité s'ouvre au nouveau chef de l'État et à son équipe diplomatique pour relancer le rôle de la France dans la question du Proche-Orient.

Le 6 juin marquera le quarantième anniversaire de la guerre des Six-Jours qui a conduit à l'annexion israélienne de Jérusalem et à l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Quarante ans d'initiatives de règlement qui ont toutes échoué. La dernière en date était le plan de désengagement partiel de Cisjordanie sur lequel l'actuel Premier ministre Ehud Olmert a été élu il y a un peu plus d'un an. La guerre malheureuse au Liban et l'affrontement inter-palestinien dans les territoires ont mis fin à toute velléité de retrait. Mais on peut se demander si ce n'est pas le plan lui-même qui était mal conçu ainsi que, par voie de conséquence, la politique amorcée par son prédécesseur Ariel Sharon avec le retrait de Gaza comme première phase. L'échec d'Olmert est aussi celui de la nouvelle direction du parti travailliste avec Amir Peretz comme ministre de la Défense. Celui-ci devrait se voir remplacé à la tête de son parti le 28 mai avec un possible départ du gouvernement.

Or l'alternative n'est autre qu'un retour du rival de Sharon au sein du Likoud, l'ancien Premier ministre Benjamin

Netanyahu, et au sein du parti travailliste de l'autre ancien Premier ministre Ehoud Barak. Tous deux ont en commun une approche qui consiste non plus à négocier avec l'Autorité palestinienne des arrangements territoriaux, mais à réinsérer Israël dans son environnement stratégique régional et international. La division du monde arabe ouvre un boulevard à la diplomatie. La Syrie, voire l'Arabie Saoudite, peuvent être des interlocuteurs privilégiés à cet égard.

L'Europe semble avoir épuisé les possibilités d'action auprès des Palestiniens. Les États-Unis sont paralysés par l'Irak. Tony Blair avait bien décelé la faille et conseillé à Bush, qui ne pouvait l'entendre, de donner la priorité au Proche-Orient comme porte de sortie du borborygme irakien. Les démocrates seuls l'ont compris et la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a osé braver la Maison-Blanche en se rendant à Damas rencontrer le président Assad. France et Grande-Bretagne peuvent renverser la ligne européenne sur ce point et engager une action diplomatique décisive entre Jérusalem et Damas, bouée de sauvetage pour la crise politique profonde qui secoue Israël, considération pour Assad qui risque bientôt de ne plus contrôler grand-chose si le cancer irakien continue de gagner sur ses frontières, positionnement pour l'après Bush.

Comme on le voit, il ne servirait de rien de brader la mythique *politique arabe de la France*, mais la faire servir à la sécurité d'Israël. C'était tout le

malentendu du positionnement français depuis la guerre des Six-Jours. Quand on se reporte à cette période, on perçoit mieux ce qui a été totalement obscurci par la suite - notamment par la politique d'implantations dite de colonisation - à savoir l'espoir sincère d'un général Dayan par exemple, qu'Israël pourrait désormais vivre en paix avec ses voisins (1). Il ne s'agissait pas encore à l'époque des Palestiniens qui n'étaient connus que comme des réfugiés arabes. La guerre avait opposé Israël à l'Égypte et à la Syrie, outre la Jordanie qui occupait la Cisjordanie et Jérusalem-Est depuis 1948.

La rupture entre de Gaulle et Israël en juin 1967 a eu pour effet de faire basculer Israël dans les bras des États-Unis contrairement à l'histoire antérieure. L'échec de Sharon est comme un double de celui du général de Gaulle auquel on l'a si souvent comparé. Il autorise une remise à plat en Israël - et dans les pays arabes voisins - de la pertinence de ces liens exclusifs autant que des politiques suivies. C'est une chance exceptionnelle à saisir pour la France. D'aucuns doivent déjà préparer le discours à la Knesset du président Sarkozy (allusion à celui du président Mitterrand quelques mois à peine après son investiture en 1981). Ce pourrait être son premier voyage à l'étranger hors voisins européens et une introduction ou un accompagnement indispensable à tout projet d'Union Méditerranéenne.

Yves LA MARCK

(1) On lira avec intérêt le dossier « 40 ans après » coordonné par Salomon Malka, dans le n° 34, mai 2007 de *La Règle du Jeu*.

BRÈVES

♦ **TIMOR** - Le deuxième tour de l'élection présidentielle au Timor oriental (Timor Leste) a consacré la victoire de José Ramos Horta (indépendant) contre Francisco Guterres du FRETILIN (socialiste). Le vainqueur a notamment bénéficié des voix (4,09 %) recueillies par Manuel Tillman au premier tour. Ce dernier opposait huit candidats dont Manuel Tillman présenté par le KOTA, le parti monarchiste timorais. Le KOTA (Klibur Oan Timor Asuwain / Association des Héros Timorais) a été fondé en 1974 initialement sous le nom de Associação Popular Monarquica de Timor (APMT - Association Populaire Monarchiste du Timor), avant de prendre son nom actuel en 1988. Lors des dernières élections législatives en 2001, le KOTA avait obtenu 2,13 % des voix et 2 sièges sur 88.

♦ **SAMOA** - Le roi Malietoa Tanumafili II, qui occupait depuis 1962 (date de l'indépendance de Samoa de la Nouvelle-Zélande) les fonctions de chef de l'État, est décédé à l'âge de 94 ans. C'était le doyen des monarques du monde. La succession du vieux roi à la tête de l'État, après quarante-cinq ans de règne, inaugurerait aussi un nouveau chapitre dans la vie constitutionnelle de cet État : la Constitution de 1962 prévoit en effet qu'à la mort du Président, mis en place lors de l'indépendance et nommé à vie, son successeur doit être élu par le Parlement pour un mandat de cinq ans.

Depuis l'an dernier, la disparition des grandes figures monarchiques océaniques s'est accélérée avec la mort de la reine Maori Te Ariki Nui (août 2006), puis celle du roi de Tonga Tupou IV (septembre 2006). Tout récemment, le roi de Wallis, le Lavelua, qui avait été l'artisan du statut de territoire français d'Outre-mer pour cette collectivité française du Pacifique, entré en vigueur en 1961, disparaissait lui aussi à l'âge de 88 ans, après quarante-huit années de règne ininterrompu. Quoique n'étant pas à des postes exécutifs, la présence de ces monarques a été perçue, durant toutes ces années, comme un facteur de stabilité et de respect de valeurs communes, coutumières et traditionnelles. S'appuyant sur leur autorité, ils ont eu aussi, au cours de leur règne, la lourde tâche de faire passer ces archipels d'une époque largement coloniale et traditionnelle vers une ère de relative modernité.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Après beaucoup d'hésitations et de polémiques (voir *Royaliste* n° 904, page 5) le chef d'état-major de l'Armée de terre britannique, le général Richard Dannatt a décidé que le prince Harry (22 ans) et troisième dans l'ordre de succession au trône, ne sera pas envoyé en Irak : « *Je suis arrivé à cette décision définitive après une dernière série de consultations, et une visite en Irak à la fin de la semaine passée* » a-t-il déclaré en précisant : « *Il y a eu un certain nombre de menaces spécifiques (...) directement en relation avec le prince Harry en tant qu'individu (...)* Ces menaces l'exposent non seulement lui mais aussi ceux qui l'entourent à un point que je juge maintenant inacceptable. » Le prince qui devait diriger une unité blindée de douze hommes en mission pour des opérations de reconnaissance s'est déclaré « *extrêmement déçu* » de cette décision. L'armée envisagerait désormais de l'affecter en Afghanistan.

Le regard du bourreau

Après avoir reçu le grand prix de l'Académie française et le prix Goncourt, le roman de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes*, s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires. Il y a là un incontestable événement littéraire, auquel nous n'accorderions pas autant de place s'il ne s'accompagnait d'une violente controverse sur la signification de l'œuvre.

Bertrand Renouvin exprime ici son point de vue personnel sur un livre qui peut être interprété de diverses manières mais qui ne saurait être abordé sans de grandes précautions.

J'avais décidé, sans le moindre débat intime, de ne pas lire *Les Bienveillantes* (1). L'attribution de deux prix prestigieux à ce livre ne m'impressionnait pas et l'écho lointain des débats sur cette évocation littéraire des pensées et de l'œuvre de mort d'un officier SS me conduisait à rejeter le tout sans la moindre tentative d'examen. J'ai lu, par devoir, les principaux ouvrages consacrés à l'hitlérisme et au système concentrationnaire nazi, je lis les mémoires de mes amis qui furent déportés mais je ne peux voir un film sur les camps ni lire un roman - sans nier pour autant la nécessité de telles œuvres. En accord avec Jorge Semprun, je pense que, lorsque les derniers survivants des camps auront disparu, la transmission de la mémoire de l'enfer se fera par les historiens mais aussi par les cinéastes et les romanciers lorsque les artistes auront assez de génie pour exprimer une part de l'indicible.

La tentative de Jonathan Littell est donc à mes yeux justifiée. Mon rejet initial s'explique par la mort de mon père au camp de Mauthausen (2) mais je ne suis pas partisan, au contraire de René Char,

d'effacer les traces, et de murer le labyrinthe.

Si j'ai fini par accepter de lire *Les Bienveillantes*, c'est sous l'injonction de deux amis, membres de l'*Amicale de Mauthausen*, lors de notre congrès à l'automne dernier. L'un, Serge Choumoff, ancien déporté, et l'autre, Pierre Jautée, historien, comprenaient ma répulsion mais me demandèrent instamment de lire la première page, certains que je ne lâcherais plus le livre. Après maints reports, j'ai accepté l'épreuve.

Je tiens à donner ces précisions, car elles sont à tous égards déterminantes pour ce qui me concerne. Serge Choumoff et Pierre Jautée sont évidemment ennemis de toute complaisance dans l'évocation des camps mais leur insistance avait à mes yeux valeur de preuve première et décisive quant aux vérités contenues dans le roman de Jonathan Littell. Je suis pour ma part prémuni contre toute fascination devant l'horreur concentrationnaire et les descriptions sadiennes - non par vertu personnelle mais parce que les enfants de déportés ont une mémoire de la souffrance qui se constitue

dès la première jeunesse et qui se développe par le témoignage de leur parent survivant ou lorsqu'il n'est pas revenu, par celui de ses amis et compagnons.

Voilà ce que m'a prédisposé à ressentir d'une certaine manière ce que raconte Jonathan Littell : l'histoire d'un jeune homme cultivé et brillant, Maximilien Aue, qui entre au service secret de la SS et se trouve plongé dans tous les enfers de la Seconde Guerre mondiale en Europe. À Stalingrad, sous les bombes à Berlin, lorsque les Russes conquièrent l'est de l'Allemagne puis la capitale du Reich, ce gradé de haut rang souffre mille morts ; surtout il ordonne la mise à mort d'innombrables Juifs lors de l'amorce de la Solution finale en Ukraine avant d'essayer d'utiliser les déportés juifs comme main d'œuvre servile dans l'industrie de guerre allemande.

Maximilien Aue est un personnage complètement monstrueux puisque ce passionné de musique et de littérature est incestueux - sa sœur est le seul amour de sa vie - et un assassin qui tue sa mère et son beau-père. Ces neuf cents pages sont une longue suite d'horreurs commises, regardées, fantasmées et le récit est d'autant plus terrifiant qu'il s'appuie sur une immense documentation historique. Choississant dans celle-ci des scènes particulièrement insoutenables - y ajoutant parfois des détails parfaitement obscènes - Jonathan Littell a choisi d'écrire à la première personne un livre dans lequel il se mettrait dans la situation du bourreau (3), décidé qu'il serait le regard et la pensée de ce Maximilien Aue, afin de nous faire comprendre ses certitudes intellectuelles, ses goûts esthétiques et ses pulsions - y compris la nature très particulière de son homosexualité.

La tentative n'est pas sans ambiguïtés ni sans risques. Le sadisme de Maximilien Aue est peut-être l'expression de la philosophie sadienne et du voyeurisme de Jonathan Littell : telle est la thèse solidement argumentée d'Édouard Husson et de Michel Terestchenko (4). Et les lecteurs, interpellés à la première ligne de l'ouvrage comme *frères humains* du nazi qui leur raconte *comment ça s'est passé*, peuvent se laisser emporter par cet esthétisme du mal et de la mort.

De jugement esthétique, je n'en ai point. Platement, je dirais que *Les Bienveillantes* retiennent l'attention par l'abondance des références philosophiques, littéraires, musicologiques, anthropologiques, linguistique (quelle érudition sur les peuples du Caucase !) mais je laisse à d'excellents esprits le soin de discuter des relations que l'auteur entretient avec Emmanuel Kant, les tragiques grecs et les romanciers russes. Le fait est que j'ai lu l'ouvrage de bout en bout, alors que j'ai délaissé les romans depuis pas mal d'années - mais c'est peut-être pour faire mon devoir selon la volonté de mes amis.

Ma surprise est de l'avoir lu sans émotion et d'avoir dormi ensuite sans le moindre cauchemar. Maximilien Aue est un bourreau qui, comme tant d'autres, éprouve au début de sa carrière de massacreur de violentes douleurs somatiques puis devient un technocrate chargé de trier dans le stock des promis à l'extermination les individus encore capables de produire. Réunions, notes, rapports, calculs sur les rations alimentaires et le rendement, rivalités de personnes, de bureaux : nous sommes *aussi* dans un monde (anarchique) de gestionnaires qui font valoir leur efficacité pour passer au grade supérieur avant d'aller dîner dans un restaurant élégant.

Les premiers écœurements passés, certains lecteurs pourront continuer à suivre Maximilien Aue, ses camarades de la SS et les dignitaires nazis avec une indifférence croissante au risque d'accepter peu à peu d'entrer dans le raisonnement des bourreaux qui ne sont pas tous des pervers mais de joyeux noceurs comme, Thomas, l'ami de Maximilien ou de bons époux et pères de famille. On peut en venir à équilibrer intellectuellement la souffrance absolue des déportés dans les camps par la souffrance relative des Berlinoises sous les bombes, à distinguer entre les nazis intelligents qui voulaient maintenir des Juifs en vie et les brutes qui voulaient aller jusqu'au bout du plan d'extermination, à opposer le cas des



chefs et celui des simples exécutants. Tel est le premier piège, le plus connu, le plus facile à éviter.

Le regard étrangement calme que j'ai porté sur le bourreau qui observe ses victimes, tantôt par fascination pour d'atroces mises à mort, tantôt par nécessité comptable, c'est le regard qu'on porte sur l'Ennemi : son idéologie, son langage, ses techniques, son courage, ses perversions et faiblesses. En ce cas, on considère que *Les Bienveillantes* ne sont pas l'approche littéraire d'un phénomène passé - l'hitlérisme - mais la description, peut-être complaisante, d'une menace qui pourrait s'actualiser sous des apparences différentes mais d'autant plus efficacement qu'une partie de la littérature et de la philosophie demeure sous l'emprise de l'esthétisme fasciste, de la pensée nazie et plus largement du discours nihiliste comme le soulignent avec pertinence Édouard Husson et Michel Terestchenko. J'ai lu *Les Bienveillantes* comme les antinazis lisaient *Mein Kampf* dans les années trente. Le livre d'Hitler est un manifeste, celui de Jonathan Littell ne l'est sans doute pas, mais tous deux ont valeur d'avertissement sur ce que l'homme, parfaitement cultivé, peut faire à l'homme.

Cependant, je ne peux conseiller la lecture de ce livre. Les passages les plus insoutenables sont, psychiquement, les plus dangereux. Si l'on décide de s'exposer, mieux vaut lire auparavant les critiques de l'œuvre afin de se prémunir. Ce faisant, on trouvera au fil des articles et des livres des citations, parmi les plus éprouvantes. Si l'on ressent alors la moindre attirance pour ce qui est décrit, il ne faut pas faire comme Léontios dans le récit de Platon que cite Jonathan Littell :

attiré par des cadavres qui gisent près du bourreau, l'Athénien est écœuré par son abjecte tentation mais finit par succomber à son désir et court se repaître au spectacle des corps gisants. Oui, si l'on ressent le moindre trouble, il faut fuir *Les Bienveillantes* sans cesser de réfléchir à ce qui s'y trouve exposé : retour à l'histoire, à la philosophie, aux témoignages sur les camps de concentration et d'extermination - qu'il s'agisse des témoignages les plus écrits (ceux de Primo Lévi, de Robert Antelme) ou des souvenirs publiés par des survivants qui contiennent tous de belles et de fortes pages sur la métaphysique de la résistance humaine. Que l'attention intellectuelle s'accompagne d'un soutien actif aux associations (5) où s'accomplit, en ce moment, la transmission de la mémoire infiniment douloureuse de la Déportation.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Jonathan Littell - « *Les Bienveillantes* », roman, Gallimard, 2006. prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. François-Marie Fleutot - « *Des royalistes dans la Résistance* », Flammarion (prix franco : 23 €), [Achat immédiat](#)

et ma communication au congrès de l'*Amicale de Mauthausen*, Toulouse 2004, publié dans le *Bulletin de l'Amicale*, n° 300, mars 2005. www.campmauthausen.org

📖 (3) Conversations de Richard Millet et Pierre Nora avec J. Littell ; articles de Florence Mercier-Leca, Georges Nivat, Daniel Bougnoux, *Le Débat*, n° 144, mars-avril 2007. Gallimard, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

📖 (4) Édouard Husson & Michel Terestchenko - « *Les Complaisants, Jonathan Littell et l'écriture du mal* », F.-X. de Guibert, 2007, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

📖 (5) *Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation*, 31, bd Saint-Germain, 75005 Paris - <http://www.afmd.asso.fr>

Est

La main visible de l'État

Quoi de neuf à l'Est ? Tant d'événements et de perspectives nouvelles qu'il faut faire une sélection sévère dans les études qui sont proposées au public français.

La revue *Politique internationale* offre dans sa dernière livraison plusieurs articles qui méritent d'être conservés car ils comblent le déficit d'information sur la Russie et l'Asie centrale.

On lira avec profit les études de Sébastien Peyrouse et de Marlène Laruelle sur l'histoire récente et la situation présente des cinq anciennes *Républiques musulmanes* de l'ancienne Union soviétique : situation politique, perspectives économiques très liées aux ressources énergétiques (eau, gaz, pétrole), retour de la Russie (qui n'était pas partie...) dans les cinq nouvelles Républiques qui sont restées russophones...

Il faut être tout particulièrement attentif à l'étude publiée par Jacques Sapir sur « *le vrai bilan des années Poutine* » : la reconstruction de l'économie grâce à la politique très active de l'État est une incontestable réussite qui doit maintenant s'accompagner d'une politique des revenus qui pourrait prendre exemple sur ce qui a été fait en France dans les années soixante. Ceci afin de rétablir pour le peuple russe une situation sociale qui était devenue catastrophique après l'effondrement de l'Union soviétique et tout au long des années de gestion ultra-libérale.

A lire et à méditer par les proches conseillers de Nicolas Sarkozy !

Jacques BLANGY

(1) *Politique internationale*, n° 115, printemps 2007. 14 €.

Pour acheter : <http://www.politiqueinternationale.com/communiquer/commander.php>

Dans le domaine économique, les États-Unis ne respectent en rien la dogmatique ultra-libérale dont on les crédite dans les milieux dirigeants européens : massive, l'intervention de l'État a des effets très positifs.

Il existe un *parti américain* en France, qu'il n'est peut-être pas inutile de mettre au défi. Quitte à imiter les États-Unis, que ces messieurs s'inspirent de l'expérience positive que l'on peut tirer de la politique économique du gouvernement de ce pays. Ce serait faire œuvre de *pragmatisme*, principe qui leur est cher et qui peut être compris comme refus des idéologies économiques *coupées des réalités*.

Le paradoxe du pragmatisme proaméricain, c'est qu'il glorifie une Amérique qui n'existe pas : celle, ultra-libérale, de l'État minimal, de la concurrence à tout va, de la flexibilité de l'emploi... Dans un petit livre bourré de faits et de réflexions tirées d'une double expérience de cadre supérieur (à EDF) et de chercheur en économie, Alain Villemeur détruit les clichés avec une efficacité réjouissante. En quelques mots : si les États-Unis parviennent à maintenir une forte croissance, c'est parce qu'ils n'utilisent pas les recettes libérales qui ont échoué en Europe mais le modèle keynésien qui préconise des politiques publiques actives dans tous les domaines et secteurs décisifs pour la nation.

Quelques exemples :

Alors qu'on a créé pour la zone euro une Banque centrale indépendante de tous les pouvoirs, seulement chargée de lutter contre l'inflation et à laquelle on abandonne la poli-

tique de change, les objectifs de la Réserve fédérale américaine sont la maîtrise de l'inflation, le plein emploi et la croissance... dont elle doit répondre devant le Congrès. Et son célèbre président, Alan Greenspan, a soutenu l'activité économique en des moments cruciaux par des moyens que Jean-Claude Trichet, l'un des principaux responsables de l'atonie de la zone euro, repousse avec horreur.

Alors que l'idéologie dominante glorifie le Marché libéré de l'État, le pouvoir politique utilise massivement (trop !) le déficit public pour soutenir l'activité économique lorsqu'elle faiblit et pour favoriser par ses investissements et ses subventions la recherche et les industries de pointe.

Alors qu'en France les libéraux de gauche et de droite distribuent en pure perte de l'argent aux entreprises, le *Small Business Act* est mis en œuvre par l'administration américaine pour assurer aux petites et moyennes entreprises 23 % des contrats publics et 40 % de la sous-traitance. Quant au patriotisme économique, il n'est pas un thème de discours mais une règle admise par tous. C'est dire que la *concurrence libre et non faussée* est introuvable aux États-Unis et que des injonctions libre-échangistes analogues à celles qui proviennent la Commission européenne sont inimaginables au prétendu paradis de la libre entreprise.

Alain Villemeur évacue trop rapidement la thèse du déclin des États-Unis, présente avec un optimisme excessif les conceptions américaines en matière de salaires et d'emploi et ne souligne pas le rôle majeur et inquiétant du crédit à la consommation. Mais il met bien en évidence les aspects positifs et négatifs du bilan récent des États-Unis : la politique keynésienne assure une forte croissance, les dogmes européens de la flexibilité de l'emploi et de la compression salariale ne sont pas respectés mais les inégalités sociales se sont considérablement aggravées. De fait, l'idéologie libérale masque l'intervention de l'État américain dans l'économie mais sert à justifier l'injustice croissante de la redistribution du revenu national.

Un retour en Europe permet de vérifier la malfaisance de l'ultra-libéralisme : la croissance est molle dans la zone euro et Silvio Berlusconi a laissé l'Italie dans un état désastreux. Au contraire, la Norvège et la Suède, qui ont préservé leur État-Providence, se portent bien...

Alain Villemeur a des faiblesses pour Jacques Delors et demeure timide sur la question de l'euro mais il propose un modèle socialiste de type nordique qui vaut infiniment mieux que la mélasse sociale-libérale dans laquelle nous patageons depuis trop longtemps.

Maria DA SILVA

(1) Alain Villemeur - « *La croissance américaine ou la main de l'État* », Seuil, 2007, prix franco : 16 €.

 Achat immédiat

De Gaulle et Chateaubriand

Dans les commentaires politiques qui entendent aujourd'hui dessiner les grandes tendances idéologiques et les évolutions des formes de la *gouvernance*, il est assez commun de magnifier de Gaulle comme un mythe tout en soulignant l'obsolescence de sa pensée. Il arrive même que celle-ci soit délibérément dévaluée en regard des étalons-types que sont le libéralisme, la social-démocratie ou encore le centrisme démocrate-chrétien. Il est salutaire qu'un Roland Hureaux fasse entendre une voix à contre-courant dans un tel climat, d'autant que sa passion pour l'histoire des idées politiques lui permet une traversée originale et éclairante, apte à faire saisir quelques coordonnées sous-évaluées du débat intellectuel. L'objection qui s'oppose à la classification du gaullisme comme un pôle vraiment repérable, il ne la méconnaît pas. Charles de Gaulle n'est pas un théoricien et son goût pour la réflexion et les livres n'ont pas fait de lui un philosophe. D'une certaine façon, son génie c'est sa vie, son courage c'est-à-dire sa *virtu* au sens antique et même machiavélien. Et sa sensibilité très littéraire, plutôt barrésienne, s'est mieux accordée aux intuitions, même si elles sont bergsoniennes et péguystes qu'aux discours spéculatifs. Néanmoins, une telle sensibilité s'est nourrie aux courants qui avaient irrigué la France post-révolutionnaire du dix-neuvième siècle avec les choix impératifs que cela supposait. Roland Hureaux en s'intéressant prioritairement à cette généalogie dix-neuviémiste opère un repérage extrêmement précieux en nous permettant de mieux identifier l'inspiration en marche que constitue le gaullisme.

D'emblée ce repérage se concentre autour d'une figure, celle de Chateaubriand dont on ne s'étonne pas que Charles de Gaulle ait été l'admirateur. Nous n'avons pas de texte de référence où le Général ait exprimé la cohérence de ses affinités avec le vicomte. Mais le parallèle que poursuit Roland Hureaux est plus que convaincant : « *Nul doute que le génie littéraire et politique du vicomte laissa sur lui une empreinte profonde. Surtout la proximité de leurs réflexes éthiques ne pouvait manquer de les rapprocher. Catholiques, patriotes et libéraux l'un comme l'autre, épris de la France et de son histoire, jetant peut-être le même regard mélancolique sur leur temps, ils appartiennent, sans aucun doute, chacun avec son caractère propre, à la même lignée intellectuelle et spirituelle.* » Dans ce jugement d'ensemble, un mot doit être soigneusement interrogé, c'est celui de *libéral*. Pour ce qui est du catholicisme, de l'amour de la France, du sens de l'honneur, du caractère tragique de l'histoire, les rapprochements sont sans ambiguïté. Mais la polysémie du libéralisme – concept qui renvoie à l'économie et en même temps à une école politique complexe – fait question à propos d'un de Gaulle dont le catholicisme social

induisait une méfiance pour le capitalisme débridé et dont le sens de l'État pouvait prendre en défaut une certaine indécision libérale.

Précisément, le principal effort de Roland Hureaux va consister en une élucidation de ce que peut être le sens de la liberté du Général grâce à un examen de la position de Chateaubriand face à l'explosion révolutionnaire de 1789. Examen particulièrement stimulant parce qu'il se prolonge avec tous les débats qui ont déterminé les positions des différentes écoles face à l'énigme de la Révolution. Chateaubriand est résolument pour la liberté, dont il se fera, en toutes occasions le porte-parole, notamment à l'encontre de Napoléon. C'est ce qui le distingue de la façon la plus tranchée d'avec la mouvance contre-révolutionnaire dont l'opposition frontale avec la Révolution imposera un déni pour une liberté qui détruit les fondements de l'ordre traditionnel. De ce point de vue, il y a une réelle complicité du vicomte avec les catholiques libéraux comme Lacordaire et Montalembert. D'où l'intérêt d'une comparaison avec le de Gaulle qui cote avant la Seconde Guerre aux amis de

Temps présent, une mouvance qui peut se réclamer de l'héritage catholique libéral. Roland Hureaux pense même que dans le débat entre la démocratie chrétienne et l'Action française, de Gaulle avait opté nettement pour la première. Ce qui pour ma part me paraît très loin de pouvoir être établi.

Il me semble que l'approche de notre analyste par rapport au courant maurrasien est par trop réactive – ce qui est le cas d'une large part du catholicisme français jamais sorti des polémiques des années vingt. Il y aurait beaucoup à dire, par exemple, de l'*organicisme* que Roland Hureaux pourchasse à plaisir dans tous les courants anti-individualistes. Il semble ignorer la discussion que Maurras eut avec Bourget sur le sujet et qui marque un très net désaccord à propos d'une approche compacte d'un corps social voué à un

libéralisme radical. Il y a même un saveur anarchiste dans toute une opposition au totalitarisme inhérent aux doctrines de contrat social qui pourrait se condenser dans une célèbre formule : « *Les libertés se prennent, elles ne s'octroient pas !* » C'est pourquoi la distinction entre l'individu et la personne ne me paraît pas factice et se réclame au contraire d'une anthropologie très sérieuse.

Mais Roland Hureaux ne méconnaît pas les nuances et les interférences entre courants. Il montre comment Charles de Gaulle fait coexister des tendances a priori contradictoires. On retiendra notamment sa définition de l'intuition la plus forte du gaullisme par l'intermédiaire paradoxal d'une formule anglo-saxonne, celle du *leadership* : « *La traduction la plus approchée serait le pasteur biblique, dans son sens originel assez éloigné des adulations cléricales : celui qui défend le troupeau des loups et le mène au pâturage.* » Il y a bien là, en effet, une approche de la pratique du pouvoir du Général, *anti-idéologique*, mais non sans liens très forts avec des valeurs reconnues. C'est pourquoi de la belle réflexion de Roland Hureaux se dégage l'idée d'une exemplarité d'un gaullisme qui loin d'avoir épuisé son actualité pourrait réémerger au-delà des équivoques mortelles du présent. Dans la proximité de Chateaubriand, et à l'heure de la globalisation, le projet héroïque de Charles de Gaulle appelle de nouvelles incarnations.

📖 Roland Hureaux - « *L'actualité du gaullisme* », préface de Jean Charbonnel, François-Xavier de Guibert, prix franco : 20 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Chartes royales

Pour nous changer des tristes sires qui mènent aujourd'hui le jeu politique, rien de tel que de se plonger dans la représentation du pouvoir royal, telle qu'elle a été mise en œuvre au Moyen Âge (1).

Du roi très chrétien aux premiers constructeurs de l'État moderne, ce sont bien des défis qui ont dû être relevés. Essentiellement ceux de l'extension sur le territoire de l'autorité administrative et de la défense de la légitimité capétienne, durement mise à l'épreuve par les divisions de la guerre de Cent Ans. Les sceaux et leur décoration, tout autant que le fond de ces actes officiels que sont les chartes, montrent comment la royauté réussit à s'imposer. Le nombre des actes émis par le pouvoir capétien connaît une augmentation exponentielle, dès le XIII^e siècle. Les décors des documents font l'objet de mûres réflexions de la part des copistes et, on peut l'imaginer, des souverains : généralisation de la fleur de lys bien sûr, mais aussi évocations de la nature religieuse du pouvoir, voire association du portrait du roi. C'est aussi tout le quotidien de la vie des princes qui est ressuscité, avec la présentation dans l'exposition de nombreux moulages d'éléments d'architecture, d'objets d'arts et de vitraux toujours resplendissants. Pour royalistes de toutes générations.

Eugène MEUTHELET

(1) Trésors des chartes des rois de France : *La lettre et l'image, de Saint Louis à Charles VII*. Jusqu'au 1^{er} juillet. Musée de l'Histoire de France, 60 rue des Francs-Bourgeois, 75 003 Paris. Ouvrage de référence : Ghislain Brunel - « *Images du pouvoir royal - Les chartes décorées des Archives nationales* (XIII^e-XV^e siècles) », Paris, Somogy, 2005, prix franco : 45 €.

 Achat immédiat

Journal secret d'un militant

Publié pour la première fois en 1979, le *Journal secret* du marquis de Breteuil vient d'être heureusement réédité avec une présentation et des notes historiques dues à Dominique Paoli.

Henri, huitième marquis de Breteuil, a laissé dans les archives de son château un *Journal secret* dont son petit-fils publie trois années : 1886-1889 (1).

À les parcourir, on conçoit que ce gentilhomme ait inspiré à Proust le personnage du marquis de Bréauté. Rien n'a pour lui de secret dans la haute société de l'époque, où il s'avère un guide incomparable tout autant qu'un aimable compagnon de table, de chasse et de voyage. Observateur mordant, troussant avec le même sourire un bon mot meurtrier et un éloge galant, il poursuit par ses notes une conversation avec sa jeune femme tôt disparue. L'homme a de l'élégance, un rien de morgue, des adresses de politicien, et un dévouement sans bornes à son prince.

Car Breteuil est royaliste ; il est l'intime des petits-fils de Louis-Philippe et le quasiment-mousquetaire du comte de Paris. À l'image de celui-ci, que la mort de Chambord a rendu prétendant, Breteuil est démocrate ; il figure parmi les députés de la III^e République qui, au grand dam des monarchistes bien pensants, œuvrent à une restauration qui rassemble l'héritage entier de la nation. Et comme la loi d'exil vient de forcer le prince à s'établir en Angleterre, Breteuil ne cesse sa navette entre sa circonscription pyrénéenne, Paris et Londres - où le prince de ses grands amis - que pour courir jusqu'en Russie au nom de l'exilé.

Ces trois ans, période clé de la vie française, voient la Répu-

blique vaciller : née par défaut de l'inertie de Mac Mahon et des divisions royalistes après la Commune, elle craint pour son avenir. Les turpitudes de sa classe dirigeante - l'affairisme de Wilson, gendre du président Grévy qui commerce d'influence et de décorations dans les murs mêmes de l'Élysée - minent sa position. Mais tandis que le mépris public s'accroît et la révolte gronde, paradoxalement, chaque jour passé œuvre en faveur des radicaux, grignotant le crédit dont les *conservateurs* jouissent encore dans le peuple. Dans chacun des deux camps, on en vient à rêver d'une catastrophe favorable à sa cause. Son ambiguïté s'incarne ces années-là dans le personnage séduisant et veule du général Boulanger, sacré *sauveur virtuel de la nation*.

Breteuil le méprise, et rappelle à Clemenceau que les républicains ont été les premiers à le promouvoir. Or, sa popularité croissant, voici que ce général vient offrir ses services au prince. Le gentilhomme s'incline devant ce qui paraît à son chef et aux siens une opportunité politique ; tous s'efforcent de croire que Boulanger achèvera de détruire le régime, et que le changement, difficile à imposer directement par les urnes, viendra par ce *général Monk à la française* qui, sitôt hissé au pouvoir par l'opinion, cèdera la place à qui de droit... Le beau galonné a besoin d'argent pour ses campagnes (et son confort !) ; Breteuil dérive vers lui non seulement le pécule du comte de Paris mais les subsides des financiers Hirsch et Rothschild,

qui rivalisent de zèle au service de la cause. Avec quelques amis, Breteuil représentera le prince auprès du général jusqu'à ce que les succès électoraux de leur champion éveillent le soupçon : sous prétexte d'un complot, une menace d'arrestation se précise. On connaît la suite, la désertion de l'homme en Belgique puis à Londres, sans parler de sa fin pathétique. Breteuil a fidèlement observé cette mauvaise intrigue, la rapiécant parfois pour sauver l'essentiel. Il a éprouvé les qualités de l'auguste exilé, mesuré ses limites ; finalement, un cri d'humeur lui échappe : « *Si nous faisons la monarchie, ce sera malgré eux !* »

Reste qu'il aura sillonné l'Europe pour préparer les rois régnants à la restauration d'une grandeur française qu'ils regrettent : Bismarck seul veut que se poursuive la déliquescence d'une république à laquelle l'Allemagne du jeune empereur Guillaume compte imposer son ordre de fer. Breteuil, l'un des derniers, aura animé le réseau qui aide les monarchies à conduire des diplomaties complexes et réalistes, leurs parentèles équilibrant les excès individuels et surplombant les passions populaires. Le dévoué marquis aura tenté de se faire l'instrument d'une histoire longue, reliée par la continuité des alliances héréditaires, tout en militant pour un état de droit aux règles démocratiques. Sa gaure reste étrangement actuelle.

Luc de GOUSTINE

 (1) Marquis de Breteuil - « *Journal secret, 1886-1889* », Le Temps retrouvé, Mercure de France, 2007. Édition présentée et annotée par Dominique Paoli. Prix franco : 22 €.

 Achat immédiat

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 30 mai** - Peu avant la victoire du Non au référendum de 2005, nous avons reçu **Jean-Luc GRÉAU**, auteur d'un remarquable ouvrage sur « *L'Avenir du capitalisme* ». Ancien Directeur des études législatives puis Directeur de l'analyse et de la recherche du CNPF devenu Medef, il est reconnu comme un excellent observateur de la conjoncture économique, française et internationale.

Nous l'avons de nouveau invité afin qu'il nous livre son analyse sur « *L'État économique de la nation* ». Cette réflexion critique s'impose car la campagne présidentielle n'a pas permis de tirer le bilan des cinq années écoulées, les débats de fond ayant été masqués par les effets d'annonce. Où en sommes-nous en matière de croissance, de commerce extérieur, d'investissement ? Quelles sont les conséquences de l'« euro fort » ? Est-il permis d'espérer que l'un des deux partis de gouvernement s'engagera dans une nouvelle politique économique ? Comment envisager l'avenir de l'Union européenne alors qu'un nouveau traité est en débat ?

● **Mercredi 6 juin** - Docteur d'État ès sciences économiques, diplômé d'études supérieures en sciences politiques, **Hubert LANDIER** enseigne à l'Univer-

sité de Paris V et anime un séminaire à l'École centrale de Paris. Il est régulièrement consulté par de grandes entreprises françaises et étrangères sur les problèmes liés aux ressources humaines et aux rapports sociaux. Dans un ouvrage récent (*Divorce à la française*) notre invité explique « *Pourquoi les Français détestent l'entreprise* ». Le constat, très alarmant, est établi à partir d'un grand nombre d'enquêtes effectuées auprès de diverses catégories de salariés. Celles-ci montrent que tous les liens sociaux se sont défaits à l'intérieur des entreprises : il ne s'agit plus de l'opposition classique entre les ouvriers et le patron mais d'une révolte contre les changements imposés par les groupes financiers mondialisés à des cadres, des employés, des représentants syndicaux qui ne parlent plus le même langage et vivent dans des mondes différents. Comment reconstituer le tissu social dans les entreprises ? Tel sera l'objet de notre débat.

● **Mercredi 13 juin** - Dans les débats politiques, les Français se sont habitués à utiliser toute une série de termes qui ont peu à peu constitué une nouvelle problématique : *lois mémorielles, minorités visibles, bandes ethniques, discrimination positive, communautarisme*. Ceux qui mènent campagne pour la reconnaissance de diverses catégories de victimes et pour la promotion de minorités sont en train de détruire la citoyenneté, fondée sur la valeur commune d'égalité. Cofondateur et directeur de l'*Observatoire du communautarisme* qui publie depuis 2003 des études solidement documentées sur La Toile (www.communautarisme.net) **Julien LANDFRIED** explique dans un essai pourquoi et comment lutter « *Contre le communautarisme* ». L'analyse approfondie de l'idéologie, des groupes de pression et de leurs relais dans les médias et la classe politique permet d'organiser une riposte politique à ces tentatives de destruction de l'unité nationale.

Souscription

Si tu désires peu de choses...

Avec les deux tiers de la souscription atteints en un Anmois et demi, nous n'avons pas lieu d'être trop inquiets. Notre objectif de parvenir, avant les vacances, aux 13 000 € - qui nous sont absolument nécessaires - est en bonne passe d'être rempli. Néanmoins il ne faut pas nous endormir sur nos lauriers et se dissimuler que le dernier tiers d'une souscription est le plus dur à atteindre : nos amis les plus motivés réagissent immédiatement dès le lancement et c'est maintenant nos autres lecteurs qu'il faut convaincre de participer à notre effort collectif. Rappelons que l'enjeu cet année est de nous donner les moyens de financer une campagne de promotion pour le journal, absolument nécessaire si nous voulons non seulement compenser la perte naturelle de nos abonnés mais encore en conquérir de nouveaux. Je l'écrivais ici il y a un mois et demi : « *la concurrence est rude... les jeunes générations, familières de la Toile, sont habituées à trouver gratuitement sur l'internet leurs sources d'information et leur espace de discussion. S'abonner à un journal est pour elles une démarche très insolite. A nous de savoir les convaincre que la lecture de Royaliste leur apportera un plus irremplaçable* ». C'est à cette tâche que je vous convie...

Yvan AUMONT

[Souscrivez maintenant](#)

5^e liste de souscripteurs

Jean-Claude Adrian 50 € - Remi Aimar 15 € - Claude-Eugène Anglade 500 € - Raoul Audebert 70 € - Jacques Berbineau 50 € - J.B. (Saône et Loire) 50 € - François Callais 50 € - Florence et Gilles Chopard 53 € - J.D. (Paris) 20 € - J.L.E. (Ile de France) 2.80 € - Raoul Gaillard 20 € - André Gallière 30 € - François Gerlotto 250 € - Claude Jeunier 50 € - Jacques Lancement 50 € - Didier Le Roué 50 € - Christian Lecocq de Chapiseau 100 € - Odette Lesca 20 € - Christian Mory 100 € - Philippe Parisy 20 € - Maurice Perrin 20 € - Jean-Christian Petitfils 40 € - Philippe Prebet 100 € - Jean-Marie Tissier 20 €.

Total de cette liste : 1 730,80 €

Total précédent : 6 987,59 €

Total général : 8 718,39 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'avenir du socialisme

Signe de débâcle psychique et politique : François Hollande et ses amis n'est finissent pas de se plaindre de la dureté des temps. Ils sont victimes de trahisons ! Il y a captation d'héritage ! Nicolas Sarkozy utilise la ruse !

Les agneaux menacés d'être trucidés demandent qu'on les prenne en pitié. Ils oublient leur arrogance des soirs de victoire, leur sectarisme quand ils étaient au pouvoir, leur rejet mécanique de ceux qui, au-delà des frontières de la gauche, avaient concrétisé l'idée de rassemblement. Lionel Jospin, par ses froides humiliations, François Hollande, par ses hypocrisies aimables, trahissaient jour après jour François Mitterrand et pratiquaient avec un parfait cynisme le détournement et la confiscation du capital électoral. Tout ça pour renier peu à peu, à partir de 1983, leurs propres principes – ceux du socialisme français...

Toutes tendances confondues, les chefs socialistes rétorqueront que ce n'est pas notre affaire : nous ne sommes pas socialistes, ni de gauche. C'est vrai. Mais il se trouve que leur socialisme n'était qu'un aspect, partiel, du projet politique mis en œuvre à la Libération par le général de Gaulle et toutes les forces de la Résistance. En reniant leur socialisme, ils ont activement collaboré – surtout le gouvernement Jospin - à la liquidation de la politique économique et sociale conforme à la doctrine française, traditionnelle et progressiste comme nous l'avons souvent montré.

En conséquence pas la moindre pitié : les chefs socialistes sont

responsables de leur défaite le 6 mai et de la déroute à venir qu'ils préparent activement. Mais nous sommes en droit de réfléchir sur ces désastres, car l'avenir du socialisme importe à tous les Français. À cet égard, trois remarques :

- L'entrée de Bernard Kouchner au gouvernement n'est pas une trahison mais un simple transfert : il passe de l'aile gauche de l'oligarchie à l'aile droite. Ce faisant, il ne rompt ni



avec la haute idée qu'il a de lui-même, ni avec son confort, ni avec les gens de sa caste, ni avec ses convictions – celles d'un homme ennemi du politique en tant que tel. Cette anecdote devrait inciter les socialistes à une première méditation, sociologique : leurs chefs ne seront pas pris au sérieux tant qu'ils n'auront pas rompu avec l'oligarchie dans toutes ses composantes : aristocratie financière, potentats médiatiques, intellocrates, sondeurs et autres gloires du Tout-Paris. On ne peut prétendre parler au nom du peuple de gauche si on reste dans ce milieu.

- Le deuxième sujet de méditation est politique : croire que la France est « passée à droite » et

qu'il faut aller toujours plus loin dans le libéralisme économique et social est une erreur colossale. Face à une candidate qui a déçu son électorat potentiel par ses errements stratégiques et tactiques, Nicolas Sarkozy a gagné grâce à des propos patriotiques et travaillistes. Les exigences relatives à la liberté de la nation et à la justice sociale demeurent, aussi fortes qu'en mai 2005 et au printemps 2006, dans l'électorat de gauche. Désormais privé du Parti communiste, qui exprimait le patriotisme populaire, protestataire et justicialiste, peu séduit par une extrême gauche qui est hostile à l'État et à la nation, cet électorat ne saurait être abandonné au fil d'opérations de recentrage sans risques graves pour l'équilibre politique de la nation : il faut des socialistes à gauche et des libéraux à droite, sinon le peuple de gauche votera pour des apparences « bonapartistes » afin de ne pas rester dans la pure négativité, ou au contraire entrera dans une logique extrémiste, électorale ou non.

D'où le troisième sujet de méditation, idéologique : le Parti socialiste doit présenter aux Français une doctrine et un programme clairement situés dans la tradition du socialisme français. Planification souple, nationalisation des secteurs-clés, politique des revenus favorable aux petits et moyens salariés : tels sont les principes que les socialistes doivent traduire en actes politiques, en fonction des évolutions en cours – rôle décisif des États dans la vie nationale et internationale, échec des recettes ultra-libérales...

Une ouverture à d'autres traditions de pensée leur serait utile, mais c'est sans doute trop leur demander.

Bertrand RENOUVIN